

avait compté sur la Confédération italienne, dont le pape aurait la présidence, pour exercer encore son influence en Italie, et empêcher de nouveaux agrandissements de la Sardaigne ; elle était déçue par les progrès de l'unité italienne, les votes populaires qui, dans toute l'Italie centrale, appelaient la maison de Savoie aux trônes occupés jusqu'alors par ses archiducs. Rechberg passa la fin de 1859 et les premiers mois de 1860 à combiner des projets de revanche, l'écrasement de Victor-Emmanuel ; mais le débarquement de Garibaldi à Marsala fit échouer tout son plan. L'Autriche se trouva réduite à la Vénétie, dont elle sentait elle-même la possession précaire. En Allemagne, ses relations avec la Prusse étaient tendues ; n'ayant pas dans le péril obtenu de sa rivale un appui sans conditions et sans compensations, elle se croyait et se disait trahie par elle ; elle continuait pourtant à refuser tout partage, même le plus modeste, de l'hégémonie dans la Confédération. Elle ne pouvait, comme disait le prince régent, s'habituer à ne plus traiter la Prusse en parvenue et à la reconnaître pour égale¹. Ainsi l'ancienne politique extérieure, flottante, dispersée, ambitieuse, continuait sur ses deux théâtres ordinaires, et le ministre dirigeant était trop absorbé par ses intrigues et ses complications pour pouvoir donner aux questions intérieures tout le soin qu'exigeait impérieusement la situation.

Il en apercevait cependant la gravité. Ennemi par toute son éducation et sa tournure d'esprit du système de Bach, il s'inquiétait surtout des dangers que recélait pour la monarchie l'état de la Hongrie. Quatre jours après Solférino, il demanda un entretien au baron Samuel Jósika. L'ancien chancelier aulique de Transylvanie, ami et confident de Széchenyi, était le chef reconnu du groupe des conservateurs hongrois². Il parla net au ministre : une seule concession peut satisfaire la Hongrie, la restauration de l'ordre légal, avec les comitats, la Diète, toute la Constitution. — Mais l'unité de la monarchie, condition nécessaire de son existence ? — Restaurez la légalité en Hongrie, établissez dans le reste de la monarchie un système qui permette à la solidarité d'intérêts de tous les pays d'apparaître en pleine lumière ; le reste se fera de soi. L'absolutisme est visiblement impossible. Si le gouvernement prouve par ses actes, d'une façon indubitable, qu'il a renoncé au système, les conservateurs lui garantissent une marche des événements pacifique et légale. — Jósika quitta Rechberg convaincu

1. Sybel, *Begründung*, II, 364, 365.

2. Thallóczy, *Graf A. Szécsen*, 144.